

Modes d'accès et d'utilisation d'Internet en Afrique : les grandes tendances

**Annie Chéneau-Loquay (CNRS-France)
Responsable du réseau AFRICA'NTI**

*Article paru dans la revue Africa e Mediterraneo, dossier
Africa e il Digital Divide, n° 41, décembre 2002, p. 12-15.*

Personne ne nie plus désormais l'utilité d'Internet en Afrique même si les problèmes de base, approvisionnement en eau, énergie, alimentation ne sont pas résolus. Ces questions ne sont pas de même nature. Internet n'est qu'un outil de communication et d'information pas un secteur économique, mais cet outil offre de nouvelles possibilités qui bien exploitées peuvent permettre d'améliorer le fonctionnement des différents domaines de la vie économique et sociale, en Afrique comme partout ailleurs dans le monde, à condition que les usagers y aient accès et qu'ils en voient l'utilité .

L'accès reste un problème essentiel

A l'échelle planétaire, l'Afrique apparaît insignifiante ; elle est absente des cartes de flux de données. Elle comptait fin 2001 4,4 millions d'internautes sur 450. Tous les pays sont connectés mais 50% des internautes sont en Afrique du Sud, 16% en Afrique du nord et 29% au sud du Sahara. Selon les données de l'Union Internationale des télécommunications, malgré une forte progression, l'écart se creuse avec les autres continents. La croissance moyenne du nombre des internautes dans le monde en 2000 est de 43% contre 40% en Afrique soit deux fois moins que le téléphone mobile. Une forte demande existe mais elle se heurte au manque d'infrastructures téléphoniques et à leur inégale répartition ce qui se traduit par le fait que le taux de branchements au web soit le plus fort au monde par rapport au nombre d'abonnés au téléphone. Les autres obstacles structurels que constituent le manque de compétences et l'analphabétisme, le coût élevé du matériel et de l'accès, entravent aussi la progression des connexions. Pourtant le continent n'a pas échappé au bouleversement mondial des télécommunications avec le démantèlement des opérateurs historiques, l'ouverture de leur capital et la libéralisation des secteurs rentables, Internet et téléphonie mobile.

Des grandes manœuvres en cours résulte une insertion très inégale des NTIC selon les pays. L'accès et l'usage d'Internet épousent en Afrique comme ailleurs les lignes de clivage socio-territoriales dans des configurations caractérisées par une extrême hétérogénéité reflet du "mal développement". Internet est d'abord l'apanage des centres villes et de leurs élites mieux reliées aux centres mondiaux qu'à leur propre hinterland mais de nouveaux territoires en réseaux se renforcent ou se dessinent à partir des besoins de l'échange. C'est le cas du Sénégal qui dispose d'un réel maillage du territoire en lignes téléphoniques de qualité et où Internet est potentiellement utilisable jusque dans des espaces périphériques comme la région du Fleuve. L'Afrique du Sud blanche et riche s'arrime au nord et à l'Asie et le pays polarise sa région tandis qu'à l'intérieur les clivages ethniques demeurent Le Gabon est le type même d'un territoire lacunaire où trois pôles urbains connectés émergent. Des projets utopiques portées par les leaders politiques de ce continent ont été envisagés pour permettre de « combler le

fossé numérique » en réalisant un « saut technologique »¹. Dans un pays pauvre aussi vaste et hétérogène que le Mali, Alpha Oumar Konare son ex Président, voulait connecter les 703 nouvelles communes au téléphone et à Internet. Il y voyait en 2000 un moyen d'aménager le territoire, moins coûteux que de construire des routes. Des progrès réels ont été faits ces deux dernières années en matière de téléphonie rurale au Mali², mais le programme de connexion n'a pas vraiment démarré³ car en dehors des problèmes de financement et d'organisation demeure la question de l'accessibilité de régions isolées pour entretenir et réparer le matériel.

Un mode d'appropriation adapté à la faiblesse des revenus

Dans les milieux privilégiés des grandes villes, Internet est comme ailleurs un outil extraordinaire d'ouverture sur /et de participation au/ savoir mondial par les informations de toutes natures qui s'y trouvent. Les grandes entreprises, les organismes liés à l'international sont branchés mais rares sont les étudiants ou même les enseignants qui ont les moyens de s'offrir un ordinateur personnel et le coût de la connexion, un budget qui représente de sept à 15 fois selon les pays le revenu moyen annuel. Les coûts très élevés en Afrique incitent à créer des accès collectifs et l'appropriation des NTIC se fait ainsi à l'inverse du modèle dominant des pays riches ; l'accès collectif est une caractéristique de ce que l'on peut appeler un modèle africain de l'appropriation des technologies de la communication, à laquelle s'ajoute l'approvisionnement en outils d'occasion. Il donne lieu à une prolifération d'espaces de taille diverse : -petit tablier sur le trottoir où se loue un téléphone mobile, - kiosque pour un téléphone fixe, - multiples télécabines équipés de plusieurs postes téléphoniques, petites boutiques à services divers dont un ou deux ordinateurs connectés, - vastes centres high tech. Ils sont les nouveaux marqueurs du paysage urbain.

Ces espaces sont majoritairement aux mains d'opérateurs privés. Un tissu de petites entreprises se crée en priorité dans les grandes villes tandis que les accès communautaires ou associatifs qui ont été financés par la coopération internationale comme celui de Tombouctou, peinent à trouver leur « modèle économique » quand il faut s'auto financer. Que ce soit au Botswana en Ouganda au Sénégal au Burkina Faso ou au Mali, les télécabines communautaires s'avèrent difficilement rentables et ne se différencient pas des boutiques privées qui offrent la connexion à des prix de plus en plus bas. Ils ont tendance à être relégués dans les espaces urbains périphériques des mégapoles et dans les villes secondaires.

Dans le centre ville de Dakar le Plateau, le nombre de cyber cafés s'est considérablement accru depuis l'ouverture du premier en 1996 et les établissements « high tech » aux mains de grandes sociétés dominant. on compte 13 cyber centres sur le Plateau dont huit appartiennent à de grands groupes. Dans les autres quartiers les petits établissements ont proliféré mais après une période d'euphorie en 2000 et début 2001, beaucoup n'ont pas survécu tant la concurrence est rude.

¹ Le Président Mandela puis Alpha Oumar Konare ont été les promoteurs du développement des NTIC depuis 1995-96. Les discours des bailleurs de fonds dans les années quatre vingt dix faisaient apparaître les NTIC comme le nouveau sésame du développement et de la réduction de la pauvreté, un discours devenu plus mesuré ensuite et plus axé sur « la fracture numérique ».

² Voir le site <http://www.globenet.org/csdptt>

³ voir « Entre local et global quel rôle de l'Etat africain face au développement des réseaux de télécommunications : Exemples du Mali et du Sénégal », Annie Chéneau-Loquay (Afrique Contemporaine, numéro spécial, "L'Etat en Afrique : entre le global et le local", trimestriel n° 199, juillet-septembre 2001, p. 36-46 (sur africanti.org/resultats).

A Ouagadougou on ne peut faire 500 m sans trouver un télécentre et 1500m sans trouver un petit cyber café (2 à 3 postes connectés)⁴. Les cybercentres sont des micro-entreprises que l'on crée sans souvent disposer des compétences requises et avec du personnel formé sur le tas et très mal payé. Ils sont devenus une affaire du secteur "informel" et qui dit secteur informel dit réduction des coûts, créativité mais aussi fragilité. Les centres associatifs seulement dédiés à l'Internet ont des problèmes parce que le secteur informel casse les prix et compense dans d'autres services, ventes de matériels, photocopie, photographie. On ne peut même plus parler de prix élevé de l'Internet dans les grandes villes parce qu'ils sont au dessous des coûts de production (en moyenne 2 euros par heure au Burkina et même souvent moins(1 euro et demi). Un projet d'accès communautaire dans les grandes villes n'est plus digne d'intérêt car le secteur des petits accès comme les télécentres, la vente et la réparation des téléphones portables répondent à la forte demande d'accessibilité et de proximité de la population.

Au Togo, la téléphonie sur Internet est un des services qui avait permis aux cybercafés de s'assurer, pendant un certain temps, des recettes importantes. Mais ce n'est plus le cas, car Togo Télécom a faussé le jeu de la concurrence en accordant des licences à seulement cinq sociétés qui doivent payer 192 millions de Francs CFA avec l'obligation d'avoir des équipements de télécommunications neufs. Finalement personne n'a exploité ce marché car la mise de base est onéreuse et risquée. Ainsi, les services dans les cybercafés sont de plus en plus réduits et les promoteurs, avec des marges réduites, connaissent des difficultés pour assurer leur viabilité⁵.

Le secteur des NTIC est donc fortement créateur d'emplois actuellement pour des centaines de jeunes (médiation dans les cyber, vente et réparation de téléphones portables, vente des cartes de recharge téléphonique et même services de recharge électrique). Mais il est fragile car se pose le problème de la maintenance et du renouvellement du matériel et des logiciels, problème récurrent en Afrique, particulièrement aigu en ce domaine qui fait que la mortalité des ces établissements est élevée.

Internet pour le développement ?

Il est extrêmement difficile de mesurer l'impact social des outils d'information. Les obstacles structurels demeurent mais les formes d'utilisation sont multiples et les publics se sont diversifiés : pour l'usage du courrier dans des relations amicales et familiales qui reste dominant, les recherches, études, bourses, inscriptions, documentation, la téléphonie, le chat, les commandes, etc., les étudiants ne sont plus les seuls comme au début à fréquenter les cyber centres. Etudiants, chercheurs, médecins, commerçants, enseignants, y vont pour communiquer et s'informer.

L'obstacle de l'analphabétisme est-il pour autant surmonté ? Internet est un média de l'écrit et la vraie révolution des NTIC en Afrique ne concerne pas Internet mais le téléphone mobile présent désormais dans toutes les couches de la société.

Dans la vie économique, Internet présente des affinités avec les réseaux sociaux ceux en particulier sur lesquels sont basés les grands courants commerciaux africains. Par exemple les réseaux de la confrérie Mouride au Sénégal utilisent encore davantage le net pour faire du prosélytisme religieux que pour leurs affaires. Depuis 1999, leurs sites assurent une

⁴ Sylvestre Ouedraogo, Africanti-liste, message du 16 juillet 2002.

⁵ Un cybercafé au Togo, est-ce rentable? *Le Togolais.com*- 5/11 : 2002,

couverture mondiale au « Grand Magal », la rencontre annuelle dans la ville sainte de Touba.. De même en Italie de nouvelles communautés se sont créées en partie grâce à Internet. “ On ne part plus ” affirme un commerçant opérant sur le grand marché de Sandaga à Dakar. Les importateurs qui travaillent avec Taiwan et Hong Kong sont pour la plupart analphabètes ; ils doivent partir deux mois en Asie pour faire réaliser les modèles des objets à fabriquer là bas pour leur clientèle. Désormais ces commerçants sont de plus en plus nombreux à faire appel à de petites sociétés de service qui vont utiliser le scanner et envoyer images et bons de commandes par Internet en pièces jointes. Les coûts des transactions sont ainsi considérablement réduits. Les membres des puissantes associations de femmes entrepreneurs de l’Afrique de l’Ouest se branchent à la toile mondiale depuis deux ans. Au Cameroun leur but est de fournir les produits africains à la diaspora ; leur site va devenir une véritable galerie commerciale qui permettra d’éviter des voyages en Asie et d’avoir des informations sur les opportunités d’achat. Des sites de e commerce naissent ainsi pour des échanges avec l’extérieur mais ceux entre les régions sont plus difficiles. Le monde rural est encore peu branché bien que les ONG s’en préoccupent et la radio reste un média essentiel. Quand les radios locales sont associées à la presse périodique comme dans le groupe Sud ou Wal Fadjiri au Sénégal et qu’elles ont une liaison Internet et répercutent les nouvelles en langues locales, elles deviennent des outils très efficaces de diffusion de l’information voire de formation. La recherche de la convergence entre informatique audio visuel et télécommunications devrait être davantage développée en particulier dans les programmes d’équipement des communautés rurales.

Internet pénètre donc les sociétés africaines mais de manière encore trop diffuse pour que son impact soit globalement remarquable. Il induit surtout un mouvement d’extraversion. Les actions volontaristes des projets de promotion des usages visant à mieux relier entre eux les acteurs locaux ne sont pas très probants, c’est le lien avec l’extérieur qui prime avec des effets à la fois positifs et négatifs ; opportunités d’affaires, mais acculturation et frustration des jeunes qui rêvent de quitter leur pays. Nos analyses ont révélé une distorsion entre le volontarisme de projet et la réalité du fonctionnement socio-économique ; un fonctionnement qui ne se circonscrit pas aux frontières nationales mais englobe les réseaux de ressortissants dispersés des diasporas qui trouvent dans la toile un moyen pour mieux participer à la vie politique et économique de leurs pays. Le renforcement des liens avec les diasporas est sans doute l’effet le plus positif et prometteur d’Internet en Afrique.

Le 25 novembre 2002

AFRICA’NTI est à la fois un programme et un réseau de recherche et d’expertise soutenu par le CNRS, dont l’objectif est d’analyser les modes d’insertion les usages et les impacts des technologies de la communication dans les pays des Suds à différentes échelles, des stratégies internationales aux usages locaux. Créé dans l’Unité Mixte de Recherche CNRS/IRD REGARDS en 1998 par un chercheur(e) du CNRS, Annie Chéneau-Loquay, il fait partie désormais du Centre d’Etudes d’Afrique Noire de l’Institut d’Etudes Politiques de Bordeaux. AFRICA’NTI compte aujourd’hui une vingtaine de chercheurs d’horizons scientifiques divers (géographes, économistes, informaticien, juristes, philosophe, sciences de l’information et de la communication, sociologue) et d’horizons géographiques variés. La liste de discussion du réseau Africanti-L compte une cinquantaine de participants en novembre 2002 en Europe, en Amérique Latine et dans douze pays africains. AFRICA’NTI bénéficie d’un financement du Ministère des Affaires Etrangères français et d’un soutien de l’Agence Intergouvernementale de la francophonie, pour diverses actions en particulier pour l’organisation annuelle des rencontres d’AFRICA’NTI au cours de l’Université d’été de la communication d’Hourtin. AFRICANTI organise un colloque international sur « les fractures numériques nord-sud, quels enjeux, quels partenariats du 25 au 28 août 2003 à Hourtin dans le cadre de l’université d’été de la communication. Pour en savoir plus, voir le site <http://www.africanti.org>.